

Présentation des documents relatifs à l'action "*Manifeste des élus rebelles et constructifs*"

Vous trouverez ci-dessous :

- 1) Un "*Manifeste des élus rebelles et constructifs*" à diffuser auprès des **élus locaux**. Pour eux, un choix est à faire : s'engager sur une voie écologique et sociale, ou alors céder aux exigences de la finance. Pour les plus déterminés, ce manifeste est une occasion de se rassembler pour être suffisamment menaçants face au pouvoir central, avant de passer à l'acte.
- 2) Un texte à soumettre à des citoyens prêts à inciter leurs élus locaux à s'engager dans cette action et prêts à les soutenir quand ils s'y engageront. La collecte de signatures citoyennes pourrait se faire sous la responsabilité de collectifs éphémères qui choisiront les élus locaux destinataires. A noter que cette démarche citoyenne n'a que peu de choses à voir avec une pétition classique : le soutien aux élus passe, entre autres, par la popularisation d'une étude peu connue réalisée par des économistes hétérodoxes qui montre que [la dette publique de la France est illégitime à 59%](#).

Le troisième texte ci-dessous sera soumis ultérieurement aux parlementaires prêts à soutenir les élus locaux qui s'engageront dans l'action.

Tant que vous n'aurez pas connaissance de collectifs éphémères (d'élus locaux ou de citoyens) constitués, vous pouvez vous adresser à courrier@acontrecourant.org pour obtenir des renseignements complémentaires et pour coordonner provisoirement les initiatives prises.

Pour info : dans le Haut-Rhin, le "*manifeste des élus rebelles et constructifs*" vient d'être signé et diffusé par un élu au sein de l'agglomération mulhousienne M2A et par des élus de la commune de Wittenheim. Tandis que des groupes de citoyens collectent des signatures, analysent et diffusent l'audit de [la dette publique française illégitime à 59%](#).

(Mis à jour le 12 novembre 2018)

Manifeste d'élus rebelles et constructifs

Dans les discours, plus personne ne met en doute l'urgence écologique et sociale des mesures à prendre. Alors que, dans leurs actes, nos gouvernants continuent de donner la priorité à la finance prédatrice.

Nous, soussignés, élus de collectivités territoriales, avons décidé de lancer un appel à tous nos collègues en responsabilité dans les communes, départements et régions de tout le pays pour qu'ensemble nous donnions l'exemple en amorçant **une nouvelle répartition des richesses de nature à enclencher une dynamique écologiquement, socialement et économiquement vertueuse.**

Dès que les élus locaux signataires du présent appel seront suffisamment nombreux, **nous déciderons de manière coordonnée un moratoire sur le remboursement des intérêts ou/et du capital de tout ou partie de nos dettes publiques locales respectives**, devenues d'autant plus insoutenables qu'elles s'accompagnent pour nos collectivités de contraintes austéritaires de plus en plus lourdes, imposées par un pouvoir central lui-même soumis aux exigences de la finance.

Les économies ainsi réalisées seront immédiatement investies dans nos territoires en faveur des projets écologiques et sociaux les plus importants aux yeux de nos concitoyens.

NOM

Prénom

Signature

Collectivité territoriale

La collecte des signatures est effectuée par

Adresse où faire parvenir le présent document signé :

Il est évident qu'une collecte de signatures par un (ou des) collectif(s) d'élus qui se serai(en)t constitué(s) à cet effet serait préférable. De tels collectifs pourraient préfigurer la constitution d'un collectif national qui pourrait se charger de coordonner l'opération.

Interpellation de citoyens à l'adresse de leurs élus locaux

Nous, citoyens soussignés, demandons à nos élus locaux de signer le manifeste rappelé ci-dessous par lequel ils refuseront fermement et concrètement le diktat de la finance.

Nous nous associerons à diverses démarches et mobilisations en soutien aux élus locaux dans l'action. Nous chercherons notamment à faire connaître autour de nous le mécanisme des dettes publiques et de leurs conséquences en diffusant un audit effectué par des économistes qui montre que [la dette publique de la France est illégitime à 59%](#).

Citoyens signataires qui interpellent leurs élus locaux :

NOM	Prénom	Signature

La collecte des signatures est effectuée par :
Adresse où faire parvenir le document signé :

Les signatures des citoyens ci-dessus seront transmises **en priorité** (mais pas uniquement) aux élus de la (ou des) collectivité(s) territoriale(s) suivante(s)

Dans un souci de clarté, le manifeste qui sera soumis **aux seuls élus locaux** est reproduit ci-dessous in extenso :

Manifeste d'élus locaux rebelles et constructifs

Dans les discours, plus personne ne met en doute l'urgence écologique et sociale des mesures à prendre. Alors que, dans leurs actes, nos gouvernants continuent de donner la priorité à la finance prédatrice.

Nous, soussignés, élus de collectivités territoriales, avons décidé de lancer un appel à tous nos collègues en responsabilité dans les communes, départements et régions de tout le pays pour qu'ensemble nous donnions l'exemple en amorçant une nouvelle répartition des richesses de nature à enclencher une dynamique écologiquement, socialement et économiquement vertueuse.

Dès que les élus locaux signataires du présent appel seront suffisamment nombreux, nous déciderons de manière coordonnée un moratoire sur le remboursement des intérêts ou/et du capital de tout ou partie de nos dettes publiques locales respectives, devenues d'autant plus insoutenables qu'elles s'accompagnent pour nos collectivités de contraintes austéritaires de plus en plus lourdes, imposées par un pouvoir central lui même soumis aux exigences de la finance.

Les économies ainsi réalisées seront immédiatement investies dans nos territoires en faveur des projets écologiques et sociaux les plus importants aux yeux de nos concitoyens.

Soutien de Parlementaires à l'initiative rebelle et constructive d'élus locaux

Nous, parlementaires soussignés, apporterons un soutien sans réserve aux élus locaux qui s'engageront dans l'action suggérée dans le manifeste reproduit ci-dessous.

Nous inciterons notamment nos collègues Parlementaires et les Autorités gouvernementales à mener enfin une lutte efficace contre l'optimisation, l'évasion et la fraude fiscales. Car l'augmentation substantielle des recettes fiscales pourrait constituer une réponse, parmi d'autres, aux exigences légitimes des élus locaux en rébellion face à des dettes publiques à 59%... illégitimes !

Parlementaires qui soutiennent les élus locaux dans l'action :

NOM	Prénom	Signature

La collecte des signatures est effectuée par :

Adresse où faire parvenir le présent document signé :

La (ou les) signature(s) du (ou des) Parlementaire(s) ci-dessus seront rendues publiques.

Elles seront notamment portées à la connaissance des élus des collectivités territoriales.

*Dans un souci de clarté, le manifeste qui sera soumis **aux seuls élus locaux** est reproduit ci-dessous in extenso :*

Manifeste d'élus locaux rebelles et constructifs

Dans les discours, plus personne ne met en doute l'urgence écologique et sociale des mesures à prendre. Alors que, dans leurs actes, nos gouvernants continuent de donner la priorité à la finance prédatrice.

Nous, soussignés, élus de collectivités territoriales, avons décidé de lancer un appel à tous nos collègues en responsabilité** dans les communes, départements et régions de tout le pays pour qu'ensemble nous donnions l'exemple en amorçant **une nouvelle répartition des richesses de nature à enclencher une dynamique écologiquement, socialement et économiquement vertueuse.

*Dès que les élus locaux signataires du présent appel seront suffisamment nombreux, **nous déciderons de manière coordonnée un moratoire sur le remboursement des intérêts ou/et du capital de tout ou partie de nos dettes publiques locales respectives, devenues d'autant plus insoutenables qu'elles s'accompagnent pour nos collectivités de contraintes austéritaires de plus en plus lourdes, imposées par un pouvoir central lui même soumis aux exigences de la finance.***

Les économies ainsi réalisées seront immédiatement investies dans nos territoires en faveur des projets écologiques et sociaux les plus importants aux yeux de nos concitoyens.